



## **FORMULAIRE R : DEMANDE DE RESTRICTION D'ACCÈS** **(article 27 LRDBHD)**

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES :**

En vertu de l'article 27 LRDBHD, le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut autoriser un établissement, à condition que sa vocation soit d'accueillir une clientèle spécifique précisément identifiée (cercle), à restreindre l'accès dans l'établissement à cette seule clientèle.

Dès lors qu'il s'agit d'une limitation à l'obligation de servir prévue à l'article 29 LRDBHD, la demande de restriction d'accès doit être motivée. Elle doit en outre être formulée conjointement par l'exploitant et le propriétaire de l'établissement.

La restriction d'accès ne peut être octroyée que si l'établissement s'est vu/se voit délivrer une autorisation d'exploiter au sens de l'article 8 LRDBHD. Il en découle que le refus d'octroyer l'autorisation d'exploiter requise emporte *de facto* le refus de la demande de restriction d'accès. L'autorisation de restreindre l'accès à l'établissement prend automatiquement fin lorsque l'autorisation d'exploiter l'établissement cesse d'être en vigueur.

### **1. INFORMATIONS GÉNÉRALES**

L'établissement dispose-t-il déjà d'une autorisation d'exploiter LRDBHD :

OUI → **poursuivre en remplissant 1.1**

NON → **poursuivre en remplissant 1.2**

#### **1.1 L'établissement dispose déjà d'une autorisation d'exploiter LRDBHD :**

Enseigne/nom de l'établissement : .....

Adresse de l'établissement (n°, rue, NPA, localité) : .....

Adresse postale (si différente) (n°, rue, NPA, localité) : .....

.....

Propriétaire (nom, prénom / raison sociale) : .....

Exploitant (nom, prénom) : .....

Catégorie : ..... Date de délivrance de l'autorisation LRDBHD : .....

#### **1.2 L'établissement ne dispose pas encore d'une autorisation d'exploiter LRDBHD :**

Le présent formulaire est annexé à une requête en autorisation d'exploiter LRDBHD :

NON → *Il ne vous est donc pas possible de demander une restriction d'accès.*

OUI → Requête déposée le : ..... Catégorie : .....

Enseigne/nom de l'établissement : .....

Adresse de l'établissement (n°, rue, NPA, localité) : .....

.....

Adresse postale (si différente) (n°, rue, NPA, localité) : .....

.....

Propriétaire (nom, prénom / raison sociale) : .....

Exploitant : .....

**ATTENTION IMPORTANT** : l'attention des requérants est attirée sur le fait que la présente page fera partie intégrante de l'autorisation d'exploiter, à laquelle elle sera annexée, si la restriction d'accès est octroyée. Il vous appartient en conséquence de la remplir avec toute la clarté et la précision requise.

## **2. INFORMATIONS RELATIVES A LA RESTRICTION D'ACCÈS**

**2.1 Date à partir de laquelle la restriction d'accès est souhaitée :** .....

**2.2 Préciser la vocation de l'établissement :** .....

.....

**2.3 Identifier précisément la clientèle spécifique visée par la restriction d'accès dans l'établissement :** .....

.....

.....

.....

Si l'accès est restreint à des personnes identifiées/identifiables ( OUI /  NON), il vous faut annexer à la présente requête la liste nominative de ces personnes (nom, prénom, date de naissance).

**2.4 Expliquer les raisons/motifs justifiant votre demande de restriction d'accès :**

.....

.....

.....

.....

.....

### **ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

De par leurs signatures, le propriétaire et l'exploitant confirment que la vocation de l'établissement est d'accueillir la clientèle spécifique visée au chapitre 2.3 et que la présente demande n'a pas pour but de privatiser indûment l'accès à l'établissement. Ils s'engagent en outre à n'autoriser l'accès à l'établissement qu'à la clientèle spécifiquement visée au chapitre 2.3.

#### **Propriétaire de l'établissement :**

Lieu : .....

Date : .....

Nom(s), prénom(s) / Raison sociale<sup>1</sup> :

.....

.....

Signature(s)<sup>1</sup> :

.....

.....

#### **Exploitant de l'établissement :**

Lieu : .....

Date : .....

Nom(s) et prénom(s) :

.....

Signature :

.....

La présente requête peut être déposée au guichet du Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir (Rue de Bandol 1, 1213 Onex – 1<sup>er</sup> étage) ou transmise par voie postale.

<sup>1</sup> En cas de pouvoir de signature collectif à deux : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par deux représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.